

La Révolution Prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

ÉDITORIAL

La loi du silence ?

ou

POUR L'ENFANT, VERS L'HOMME

par Jean MOREAU

Les jeunes constituent toujours une génération morale. Tant mieux.

Parallèlement, dans la classe politique, associative, etc. pullulent les "affaires", les unes déjà révélées - en partie - à tous; les autres connues seulement de quelques initiés. D'aucunes sont montées de toutes pièces par un "libéralisme" cynique. Les tenants du capitalisme se complaisent à naviguer en eaux troubles. Tous les moyens sont bons pour discréditer la gauche. De plus, le champ clos politique est un lieu dont l'angélisme est absent.

Tout cela ne nous réjouit pas.

Historiquement, la R.P. qui a toujours formé une manière de Chevalerie du travail a eu souvent dans ce domaine la spécialité de publier ce qui ne pouvait être rédigé ailleurs. La loi du silence - celle du milieu - n'a jamais été la sienne. Prendre la parole exige la responsabilité et exclut l'impuissance. Pour reprendre la noble et vraie question que me posait récemment un vénérable et très respectable républicain laïque à propos du "héros" d'une navrante "affaire": "Cet homme a-t-il failli?" Comment répondre? Une erreur est-elle une faute? Celle-ci compromet-elle l'action solidaire? L'appréciation demeure personnelle. Mais quand s'accumulent les problèmes et que, pour les résoudre, les mandataires, dans un système théoriquement démocratique tentent d'imposer la "loi du secret" voire la répression envers ceux qui essaient de les régler dignement, surgit le moment où la morale et l'Histoire font signe au militant scrupuleux de parler afin que ne soit pas défiguré l'idéal. Non pour les contingences du présent mais pour les promesses de l'avenir ou, pour reprendre une très belle formule: "Pour l'enfant, vers l'Homme" (1).

Seules, en effet, l'unité, l'indépendance, et la démocratie constituent les principes qui peuvent donner force

L'UNITÉ SYNDICALE

par
Jean-Claude BARBARANT
secrétaire général
du S.N.I.

HOMMAGE A Marcel MARTINET

par
René BUSSIERE

LA RP EN DEUIL

La mort de notre camarade Jean MAITRON nous a bouleversés. Véritable encyclopédie ouvrière, son Dictionnaire transmettra aux générations futures notre idéal. Un article lui sera consacré dans le prochain numéro de la R. P.

uite de l'éditorial)

et vigueur à l'émancipation populaire. Ces principes, il convient de les proclamer sans relâche. Mieux, de les vivre, sinon ils périssent lorsque les protagonistes des "affaires" ne sont pas capables - ensemble - de "calmer le jeu".

Morale et politique font, dit-on, mauvais ménage. Pourtant le syndicalisme, ou le socialisme, en tant que mouvement, dans notre pays, sont inséparables de ceux qui, dans leur action, se sont référés à la morale: Varlin, Pelloutier, Jaurès, Blum, Mendès-France, pour ne citer que les plus illustres... Manque un maillon: la guerre d'Algérie divise la gauche non sur un problème tactique mais sur une question d'éthique. Un homme passe à la trappe. "La politique est une science exacte" (2).

Ne l'oublions pas.

Telles sont les réflexions très générales qu'inspire une triste actualité.

(1) Elle fut naguère inventée par la Fédération des Conseils de parents d'élèves des écoles publiques.

(2) L'expression est de Léon Blum.

Marcel MARTINET **Poète et** **révolutionnaire** par Roger BOSSIERE

"Il se trouve qu'en moi, le besoin de la justice sociale et de la dignité de toutes les créatures humaines (la Révolution prolétarienne, c'est d'abord cela ou ce n'est rien), que l'amour, que le vent, la mer, la rose, les feuilles et que la poésie, c'est la même chose, c'est tout un, et c'est ma vie même."

Marcel Martinet, l'auteur de ces lignes, est né à Dijon en 1887. Il est mort à Saumur en 1944. Il a publié ses premiers vers: "Le Jeune homme et la vie" en 1911. En 1913, il rédige un manifeste "L'Art prolétarien".

Dès le début de la guerre de 1914, il écrit une série de poèmes où il dénonce le massacre des travailleurs les uns contre les autres, l'abandon de l'internationalisme. Il les fait publier en Suisse en 1917: "Les Temps maudits". On peut les trouver actuellement en 10/18 avec une excellente préface de Nicole Racine.

Dans la même période, août 1914, il entre en contact avec le groupe de "La Vie ouvrière", notamment Rosmer et Monatte. Il participe activement à toutes les actions de ce petit groupe contre la guerre. Bien entendu, il prend partie pour la "première réunion générale des socialistes internationaux depuis le commencement de la guerre" à Zimmerwald en septembre 1915. Des représentants venant de divers pays d'Europe dénoncent les responsables capitalistes de la guerre et appellent à "l'action du prolétariat pour la paix".

Il adhère au "Comité pour l'adhésion à la 3^e Internationale."

Il devient Directeur littéraire de "L'Humanité" en 1921. Il y tient la critique dramatique et fait une revue hebdomadaire des livres. Il cesse d'y collaborer en 1924, à la fois pour des raisons de santé et politiques.

Martinet incita Henri Poulaille à décrire une famille ouvrière avant la guerre, ce fut "Le Pain quotidien". Il a aussi écrit quelques romans dont deux furent publiés.

Bien que sa santé l'empêche de militer activement, il approuve la création de "La Révolution Prolétarienne" en 1925. Il se déclare "syndicaliste-communiste". En 1933, il publie à la Librairie du Travail une brochure "Où va la Révolution russe? L'Affaire Victor Serge".

Pendant ces années, il dénonce à la fois le fascisme et l'Union sacrée qui se répand en France, sous prétexte de guerre contre le fascisme. La Deuxième guerre mondiale le désespère. Il restera fidèle à l'internationalisme. Il ne sera pas de ceux qui glorifieront "le nouvel ordre européen". Il ne sera pas non plus de ceux qui choisiront les capitalistes d'Angleterre et d'Amérique associés aux assassins de la Révolution russe. En 1935 paraît "Culture prolétarienne". Il essaie d'y définir ce que devrait être la culture ouvrière, la "culture prolétarienne".

L'UNITÉ SYNDICALE

Dans la liste des excusés, lors de la réunion du 26 mars, nous avons omis de signaler le nom de notre camarade Maruis GIRAUD, membre du noyau de la R.P. Nous le prions de bien vouloir nous en excuser.

Par ailleurs, une défaillance technique (sur les trois bobines utilisées pour l'enregistrement, deux seulement, la première et la troisième, ont fonctionné) nous a conduit à résumer les interventions à partir des seules notes manuscrites exceptée celle du camarade BARBARANT que nous reproduisons *in extenso*. Nous nous excusons donc auprès des camarades concernés qui, naturellement peuvent adresser à la R.P. des articles pour préciser leur point de vue sur un débat essentiel.

BONNEL constate que l'une des raisons de la crise du syndicalisme est le chômage. Comment éveiller les travailleurs à la conscience de classe, notamment les immigrés? L'unité est-elle réalisable avec les stalinien?

A. HENRY exprime son accord avec l'exposé de Simbron, s'interroge sur l'avenir du P.C. dont l'évolution conditionne les possibilités de développement d'un mouvement authentiquement syndical, observe le fait que la C.F.D.T. "lance des idées". Il s'agit d'éviter, dans ce domaine, les *a priori*.

Pour conclure, il se demande si, aujourd'hui, l'adhésion à un syndicat inclut toujours un "engagement total".

CHARBIT explique combien il est "obsédé d'unité". La Fédération des unitaires est-elle une utopie? Ce qu'il est convenu d'appeler "le marais" est majoritaire et unitaire.

PREVOTEL exprime son accord sur la nécessité de maintenir une force collective, constate que nous sommes toujours en régime capitaliste.

Les stalinien ne constituent pas le seul obstacle à l'unité. Les cléricaux modernes sont également un danger en préconisant une société corporatiste.

LAMIZET, enseignant naguère dans le secondaire, explique son adhésion au S.G.E.N. - C.F.D.T., rappelle un article de Guilloire en 1963 qui saluait l'évolution de la C.F.T.C., pense que le syndicalisme doit combattre pour le partage du travail et la réduction de la hiérarchie.

ASTRE souligne par quelques exemples, les contradictions d'une production qui s'est élargie à la planète entière. Les antagonismes de classes n'ont pas pour autant disparu. L'internationalisation de la production exige plus que jamais un nouvel internationalisme prolétarien.

GARINOT pense qu'un syndicalisme moderne, efficace, doit renouveler sinon changer son idéologie.

BARBARANT: le syndicat est, pour les salariés, un moyen de s'unir. Tout ce qui contrarie le caractère collectif de cette action nuit, par conséquent, au syndicat. La division syndicale dure. Elle entraîne chez nombre de travailleurs syndiqués ou non une aspiration parfois mythique à l'unité. Les récentes coordinations se sont nourries de cette aspiration. Elles ont aussi constitué une réponse corporative, parfois très pointue, exploitée par des militants qui ont - comme nous l'a dit Yannick Simbron - un parcours militant et politique très précis.

Il ne faudrait pas que ces détournements d'usage de l'unité nous conduisent à

oublier qu'en définitive, elle ne peut être un objectif qui ne soit pas une utopie lointaine. Elle peut être un objectif si on lui donne un contenu. A partir de là, on se heurte à toutes les contradictions qui ont été précédemment énumérées, qui tiennent aux structures, celles-ci engendrent leur propre survie.

Il est vrai aussi que la division syndicale qui provoque la concurrence syndicale, empêche très largement le débat. En situation de concurrence, on cherche davantage à vendre sa propre "étiquette" qu'à débattre, c'est à dire à accepter la contradiction. Les élections de la Sécurité sociale ont illustré cette réalité. Sur un sujet de cette importance, on pouvait espérer un vrai débat entre les confédérations ouvrières. Une débauche médiatique en a tenu lieu.

Dans ces conditions, va-t-on continuer à s'accommoder d'une division syndicale qui interdit le débat, affaiblit le mouvement syndical et conduit par exemple au 1er mai 1986 où les salariés ont donné le spectacle de leurs désaccords à une droite qui venait d'arriver au pouvoir?

Quel contenu donner à l'unité?

L'idée même d'une réunification syndicale au plan confédéral, apparaît aujourd'hui, dans la conjoncture, comme illusoire. Je ne dis pas qu'elle n'est pas souhaitable, qu'il ne faut pas y travailler, mais aujourd'hui, courir après cela semble malheureusement une illusion. Essayons donc de faire que les camarades qui ont ensemble cette volonté d'unité avec des objectifs rappelés par Louis Astre, se retrouvent dans une structure pour pouvoir débattre. J'observe que, ce soir, militants syndicalistes originaires de confédérations diverses, nous débattons ensemble. Nous débattons du syndicalisme aujourd'hui et de ce qu'il pourrait être demain.

Dans quel lieu, autre que celui-ci - je veux dire dans une structure de cette nature - pourrions-nous avoir un tel débat? Si celui-ci nous semblait inutile, nous ne serions pas là. Comment faire pour qu'au delà du débat théorique, des militants ainsi réunis puissent trouver les voies d'une démarche commune qui permettrait, dans l'action, de vérifier qu'ils sont en accord sur tel point ou tel autre? Il s'agit, en fait, de considérer tout travailleur, quelle que soit son appartenance ou sa non appartenance à une confédération, comme l'interlocuteur d'un débat qui le concerne au premier chef. Telle est la démarche de la F.E.N. Elle n'a pas d'autre objectif. Elle ne veut ni créer une confédération supplémentaire ni s'inscrire dans un projet à finalité politicienne mais seulement dépasser l'affaiblissement du mouvement syndical qui résulte de sa division.

Par ailleurs (c'est sur ce thème que je conclurai), le mouvement syndical doit accomplir une mutation: c'est vrai pour la F.E.N. comme pour les autres organisations syndicales. Le monde enseignant a énormément évolué mais les structures syndicales n'ont pas bougé en même temps que lui. Si les coordinations "prennent", c'est sans doute parce qu'il y a cette confuse aspiration à l'unité dont je parlais précédemment, c'est aussi parce qu'il existe un comportement qui consiste à s'engager sans s'engager vraiment. Chacun veut garder son quant à soi, on ne refuse pas de s'engager mais on craint de se sentir "encaserné" dans un combat. Alors, on s'engage mais à échéance limitée, sur un objectif précis, local, non sur un objectif national ou un dessein plus lointain.

Le syndicalisme, cependant, n'est pas constitué de l'addition de combats disparates. Il s'insère dans un combat plus essentiel et nécessairement à plus long terme.

Nous devons prendre en compte ces nouvelles attitudes et résoudre les problèmes qu'elles posent.

Le syndicalisme de propositions, lui, court le risque de devenir un syndicalisme de connivence ou de compromission. C'est vrai mais il est vrai aussi que toutes les questions relatives aux conditions de travail - sans parler des grandes